

Souveraineté La Solution inc.

Le Québec contrôlé par des fédéralistes

Selon les dires d'un ancien politicien qui avait entré la première fois en 1964, que son premier dossier qu'il avait à s'occuper, était celui des relations fédérales provinciales sur le déséquilibre fiscal.

C'est dire que le fédéralisme canadien n'a guère changé. Le déséquilibre entre le fédéral (Ottawa) et le Québec est fort simple, le fédéral excède systématiquement ses besoins (ce qui génère des surplus constants), alors qu'au Québec ce sont les besoins qui excèdent les revenus, (qui génèrent des déficits). Voici le déséquilibre fiscal tant décrié.

En effet pour des raisons politiques évidentes, le gouvernement fédéral ne demande pas mieux que d'utiliser ces surplus ou emprunter de l'argent sur le marché mondial pour intervenir dans tous les dossiers chauds où le Québec manque de ressources. Il se donne ainsi l'air d'un sauveur en **aidant** le Québec avec l'argent des québécois.

Tous les domaines les plus importants relevant du Québec ont fait l'objet d'une telle ingérence: la santé, l'enseignement supérieur, l'aide sociale, l'infrastructure provinciale et municipale, bourse, etc.

Comment peut-on corriger ce déficit fiscal? Ce n'est évidemment pas en permettant au gouvernement fédéral de dépenser encore plus d'argent dans les domaines qui relèvent du Québec. Car cela ne ferait que confirmer le déséquilibre que l'on veut corriger. Plus le gouvernement fédéral dépensera dans des domaines qui relèvent du Québec, plus il voudra conserver les surplus qui lui permettent de le faire. Et c'est là que l'on voit la **bêtise absolue du gouvernement Charest qui supplie le gouvernement fédéral** de dépenser encore plus d'argent dans l'éducation supérieure et la santé, etc., sous prétexte de corriger le déséquilibre fiscal.

En effet l'histoire a prouvé qu'il est impossible d'amender le Canada, à corriger le déséquilibre fiscal qui le favorise. En réalité la seule manière de récupérer ses taxes et impôts et revenus de toutes sortes et de reprendre le plein contrôle de ses compétences, c'est de faire son **indépendance**. Car l'expérience que nous avons vécue, démontre hors de **tout doute** raisonnable qu'il est impossible de réformer le fédéralisme canadien.